

00 883X000 3

COMMUNE DE WILLIERS
(Ardennes)

PERIMETRES DE PROTECTION
DE LA SOURCE DE
"LA COULEUVRE"

Par

P. MORFAUX

80 GA 008 CHA

avril 1980

Géologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique
pour le département des Ardennes

SERVICE GEOLOGIQUE NATIONAL (B.R.G.M.)
Service géologique régional
Champagne-Ardenne
13, boulevard du général Leclerc
51100 REIMS
Tél. : (26) 49.93.40

80 GA 008 CHA

avril 1980

INTRODUCTION

A la demande de la municipalité de WILLIERS (Ardennes), je me suis rendu sur les lieux en fév. 79 , afin d'examiner les conditions géologiques et hydrogéologiques du captage communal, en vue de définir les périmètres de protection de la source.

1 - SITUATION

1.1 - SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le captage est situé au lieu-dit "la Couleuvre" au Nord-Ouest de Williers.

Indice de classement national : 88-3-3

Coordonnées Lambert I zone nord :

X = 813,77

Y = 223,08

Z = + 322,00

1.2 - SITUATION HYDROGEOLOGIQUE

La source est située dans les terrains du Sinémurien supérieur, constitués par une alternance de bancs sableux et de grès calcaires.

La captage comprend un bassin de réception et deux drains d'une quinzaine de mètres de long qui sollicitent un aquifère superficiel dans les niveaux sableux et les fissures des bancs calcaires.

Le débit de la source varie de 0,5 à 4 m³/h. Elle est alimentée par un bassin versant peu étendu.

2 - QUALITE CHIMIQUE DE L'EAU

L'eau est bicarbonatée calcique et révèle fréquemment la présence de coliformes qui la rendent non potable.

3 - VULNERABILITE

L'aquifère est mal protégé des infiltrations polluantes en provenance de la surface.

Les terrains aquifères sont directement accessibles sous la couverture de terre végétale.

La circulation de l'eau dans les fissures des horizons calcaires entraîne une faible filtration naturelle.

La mauvaise qualité bactériologique de l'eau à l'exutoire est imputable au stockage de fumier à proximité du captage.

4 - DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION

Les limites des périmètres de protection immédiat et rapproché sont reportées sur le plan au 1/2000.

Le périmètre éloigné figure sur l'extrait de carte au 1/10.000.

Le périmètre immédiat, constitué par la parcelle n° 25, devra être entièrement cloturé.

Les prescriptions relatives aux périmètres rapproché et éloigné sont consignées dans le tableau joint en annexe.

L'épandage des produits fertilisants et de traitement des cultures (points 15 et 16) n'est pas interdit. Il devra toutefois être strictement limité aux besoins des cultures.

Fait à Reims le 09/04/80

Le géologue,


P. MORFAUX

PERIMETRES DE PROTECTION

Réglementation et tableau des prescriptions

Application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	X { A = interdites B = réglementées		{ ni interdites ni réglementées		Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
					activités existantes	activités futures	activités existantes	activités futures
					A	B	B	B
1 - Le forage de puits					X		X	X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales					X		X	X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières					X		X	X
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)					X		X	X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes					X		X	X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux					X		X	X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées					X		X	X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux					X		X	X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature					X		X	X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau					X		X	X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges					X		X	X
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges					X		X	X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail					X		X	X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures					X		X	X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols						TOLERE		
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures						TOLERE		
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres					X		X	X
18 - Le pacage des animaux						X		+
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail					X		X	X
20 - Le défrichement						X		X
21 - La création d'étangs					X		X	X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes						X		+
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation						X		X

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la Direction Départementale de l'Agriculture, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

NB : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

DATE : 8 avril 1980

P. MOREAUX

